Décision du maire

Objet : opération Cœur de village, construction de locaux pour l'accueil de loisirs sans hébergement – demande de subvention auprès de la Caisse d'allocations familiales au titre du Plan mercredi

Vu l'article L 2541-12 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 7 septembre 2023 donnant délégation de pouvoir au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que la Caisse d'allocations familiales soutient financièrement les projets de construction d'accueil de loisirs sans hébergement des gestionnaires ayant obtenu une labellisation « Plan mercredi ».

Considérant que la Commune de Sanguinet a mis en place un Projet éducatif de territoire labellisé « Plan mercredi »,

Considérant que la Commune construit de nouveaux locaux pour l'accueil de loisirs des enfants âgés de 3 à 6 ans dans le cadre de l'opération Cœur de village 2,

Considérant que la Caisse d'allocations familiales peut financer les projets réunissant les conditions de leur intervention à hauteur de 60% de leur coût dans la limite de 300 000 euros,

Le Maire de Sanguinet décide :

Article 1: de solliciter de la Caisse d'allocations familiales, au titre de l'investissement sur fonds nationaux, une subvention d'un montant de 300 000 euros pour soutenir la construction de locaux affectés à l'accueil de loisirs sans hébergement dont le montant est estimé à 1 559 859 euros hors taxes.

<u>Article 2</u>: de solliciter une dérogation à la Caisse d'allocations familiales pour notifier le marché de performance globale avant la notification de la subvention.

<u>Article 3</u>: Madame la Directrice générale des services de la commune est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera inscrite au registre des délibérations du Conseil municipal après compte rendu à l'organe délibérant de la collectivité.

Fait à Sanguinet, le 21 mars 2024

Le Maire,

Fabien Lainé

Décision rendue executoire après télétransmission n° 040-214002875-2024 0321 - 2024 27DEC - AU

le: 05 avril 2024

Et publication ou notification le : 09 avril 2024

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat, soit par courrier déposé au tribunal ou transmis par voie postale, soit par saisine sur la plateforme www.telerecours.fr.